



**HAL**  
open science

## Cent ans de violence politique dans le Guerrero

Hélène Combes

► **To cite this version:**

Hélène Combes. Cent ans de violence politique dans le Guerrero. Les Études du CERI, 2015, Amérique latine - L'année politique 2015 (217-218), pp.35 - 40. hal-03459554

**HAL Id: hal-03459554**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03459554>**

Submitted on 1 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Cent ans de violences politiques au Guerrero

Hélène Combes

« Dans la ville d'Iguala [...] les gens sont remontés [contre le maire] qui a commis d'innombrables erreurs parmi lesquelles le fait qu'il ait donné l'ordre d'assassiner des gens<sup>1</sup>. »

En octobre 2014, alors que je prépare un séjour au Mexique, je relis des archives collectées pour une recherche sur les controverses relatives à l'organisation des élections depuis les années 1930. Les étudiants d'Ayotzinapa ont déjà disparu depuis trois semaines (voir Encadré 1) et cette brève d'archive appelle à replacer cette disparition dans une histoire locale longue marquée du sceau de la violence. Déjà en 1941, le maire d'Iguala assassinait visiblement impunément. Pour faire cette histoire au long cours de la violence, toute borne temporelle serait sans doute artificielle. Je remonterai donc à la révolution mexicaine, débutée en 1910 et considérée comme constitutive de l'ordre politique contemporain. Ce texte n'apportera aucune réponse sur l'événement d'Ayotzinapa et n'émettra d'ailleurs aucune hypothèse sur le sort des étudiants disparus et les commanditaires des assassinats. Il a le modeste objectif de restituer la profondeur historique et sociologique du contexte dans lequel s'inscrit l'actualité de cet Etat fédéré parmi les plus pauvres du Mexique, et d'éclairer certaines grilles de lecture des événements récents.

### Encadré 1. Les événements d'Ayotzinapa

Le 26 septembre 2014, quarante-trois étudiants de l'école normale rurale<sup>2</sup> d'Ayotzinapa disparaissent après avoir été arrêtés par la police municipale. Ils auraient ensuite été embarqués dans des camionnettes pour être livrés au cartel local Guerrero Unido. La chasse à l'homme et les arrestations interviennent alors que les étudiants se rendaient dans la ville d'Iguala pour réquisitionner des autobus afin d'aller à Mexico et de prendre part à la manifestation commémorative du massacre des étudiants de Tlatelolco de 1968. Le maire d'Iguala et sa femme sont, dans un premier temps, accusés d'avoir été les commanditaires des disparitions forcées et sont finalement emprisonnés après avoir fui pendant un mois. Alors que je suis en train d'écrire cette notice, un rapport d'experts indépendants<sup>3</sup> pointe les incohérences de l'enquête, la complexité du cas et s'intéresse au mobile peu évoqué jusqu'à présent. L'une des hypothèses avancées est que l'un des bus empruntés par les étudiants transportait, à leur insu, un chargement d'héroïne, Iguala étant aujourd'hui une plaque tournante de la production et de la transformation du pavot. Seuls quelques fragments de deux corps ont été retrouvés à ce jour. La version des autorités fédérales selon laquelle les corps auraient été brûlés est contestée par certains experts.

Le Guerrero, Etat au relief complexe, est composé de six régions (Nord, Centre, Costa Chica, Costa Grande, la Montaña, la Tierra caliente). Les trajectoires de violences y sont sensiblement différentes<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> « En la ciudad de Iguala [...] el pueblo está indignado [en contra del presidente municipal] que ha cometido infinidad de errores entre estos se encuentra el hecho de haber mandado asesinar a personas », Secretaria de gobernación, *Informe de la oficina de información política y social*, 22 janvier 1941 ; Caja 388 del fondo de la DGIPS (je traduis).

<sup>2</sup> Les écoles normales rurales ont été mises en place au lendemain de la révolution. Considérée à partir des années 1960 comme un vivier de contestataires, elles ont peu à peu été abandonnées par l'Etat. Voir l'article de l'historienne T. Padilla, « La criminalización de los normalistas rurales », *La Jornada*, 4 octobre 2014.

<sup>3</sup> Grupo interdisciplinario de expertos independientes, *Informe Ayotzinapa*, Mexico, septembre 2015.

<sup>4</sup> Le format de ce chapitre ne nous permet pas d'avoir une analyse région par région. Voir F. Escalante, « La muerte tiene permiso », *Nexos*, janvier 2011.

## LES VIOLENCES RÉVOLUTIONNAIRES

La révolution mexicaine et la période qui suit se caractérisent au Guerrero par des luttes fratricides entre bandes révolutionnaires rivales. La population civile pâtit de l'intervention des forces armées<sup>5</sup>. Cette période troublée ne met que peu à mal les équilibres économiques et favorise l'émergence de grands caciques régionaux alliés aux pouvoirs économiques, le plus emblématique étant Francisco Figueroa, instituteur formé dans une école normale (*maestro normalista*), issu d'une famille de *rancheros*<sup>6</sup> qui donnera trois générations de gouverneurs : Francisco Figueroa (1910-1911 puis 1918-1921), Ruben Figueroa Figueroa (1975-1981) et Ruben Figueroa Alcocer (1993-1996).

La phase d'institutionnalisation du régime cardéniste dans le Guerrero n'est pas suivie, comme dans la plupart des régions du Mexique, par une accalmie : « La période cardéniste s'achève sur d'intenses convulsions politiques et une violence sociale généralisée à laquelle n'échappent pas les principaux leaders agraires<sup>7</sup>. Pour la seule année 1938, vingt-six assassinats de dirigeants paysans sont dénoncés<sup>8</sup>. » Il est vrai qu'ici moins qu'ailleurs s'opère la fusion de la « famille révolutionnaire ». Le Guerrero, Etat de la marge, fournit paradoxalement plusieurs candidats dissidents à la présidentielle : Juan Andrew Almazán en 1940 (campagne particulièrement meurtrière dans cet Etat), puis Ezquiel Padilla en 1946.

## LA VIOLENCE DES ARMES

A la fin des années 1950 et au début des années 1960, alors que la cohésion du régime se fissure, la dissidence électorale dans le Guerrero s'organise<sup>9</sup> dans un premier temps autour de l'Association civique guerrerense (ACG) dirigée par Genaro Vasquez<sup>10</sup>. Cette dernière participe activement à un mouvement de l'université du Guerrero réprimé dans le sang. En 1960, treize personnes sont tuées lors d'un meeting, provoquant la démission du gouverneur. L'opposition se consolide principalement dans trois bastions : Atoyac, Coyuca de Bentiez et Iguala<sup>11</sup>. La campagne locale de 1962 se déroule dans un climat très violent. Ainsi, une dizaine de personnes trouvent la mort et plus de cent cinquante sont blessées à l'occasion d'un meeting électoral en 1962. Les *maestros normalistas* sont les principaux animateurs de la lutte<sup>12</sup>, et Lucio Cabaña, *maestro normalista* d'Ayotzinapa, membre de l'ACG puis du Parti communiste mexicain en est une figure-clé.

Au milieu des années 1960, la « chasse aux sorcières » contre les *maestros* « subversifs » est lancée. Genaro Vasquez est arrêté à Mexico en 1966 pour des faits remontant à 1962, puis emprisonné à Iguala. Sa libération par un commando de l'ACG en 1968 marque l'entrée dans la clandestinité de

<sup>5</sup> A. Batra, *Guerrero bronco*, Mexico, Era, 1996, p. 39.

<sup>6</sup> I. Jacobs, « Rancheros of Guerrero : the Figueroa brothers and the revolution », in D. A. Brading (dir.), *Caudillo and peasant in Mexican Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, pp. 76-91.

<sup>7</sup> M. A. Gutiérrez Avila, « Historia política y elecciones », in D. Dehouve, V. Franco Pelotier, A. Hémond (dir.), *Multipartidismo y poder en municipios indígenas de Guerrero*, Mexico, CIESAS, 2006, p. 30.

<sup>8</sup> A. Batra, *op. cit.*, p. 73 (je traduis).

<sup>9</sup> A l'échelle nationale, la dissidence s'organise autour de l'ancien président Lazaro Cardenas et son Mouvement de libération nationale (MLN).

<sup>10</sup> Pour une présentation synthétique en français, voir : H. Combes, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011, pp. 55-62. Cette organisation changera plusieurs fois de nom au fil des ans.

<sup>11</sup> C. Rangel Lozano, E. Sánchez Serrano, « La guerra sucia de los setenta y las guerrillas de Genaro Vázquez y Lucio Cabañas en Guerrero », in V. Oikión Solano, M. E. García Ugarte (dir.), *Movimientos armados en México, siglo XX*, Paris, Colegio de Michoacán/CIESAS, 2006, p. 507.

<sup>12</sup> A. Batra, *op. cit.*, p. 105.

cette organisation. Quant à Lucio Cabañas, il est contraint à la clandestinité en 1967<sup>13</sup> après un meeting qui finit lui aussi dans le sang<sup>14</sup>.

L'action de ces deux guérillas, parmi les plus importantes du Mexique, s'accompagne de la militarisation de la région Costa grande<sup>15</sup>. Dès 1972, la répression se double d'un plan de développement qui vise à aider les agriculteurs mais aussi à rendre la zone plus accessible, afin de faciliter la militarisation. En septembre 1974, la guérilla tue vingt-cinq soldats lors de deux embuscades et séquestre Ruben Figueroa, alors candidat au poste de gouverneur. La Sierra de Atoyac (région de la Costa grande) fait l'objet d'un blocus. Selon les chiffres de la Fiscalía Especial para los Movimientos Sociales y Políticos del Pasado (FEMOSSP), « commission vérité » mise en place au début des années 2000, le bilan de ces événements s'élève à cinq cent trente disparus, soit 67 % des disparus des années 1970 à l'échelle nationale<sup>16</sup>. Le Guerrero paie le plus lourd tribut<sup>17</sup> de la « guerre sale<sup>18</sup> ». Au début des années 2000, le fils d'un cacique du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) de la Costa Chica m'avait raconté, à peine gêné, que dans les années 1970, le commandant de la zone militaire passait régulièrement voir son père et lui donnait explicitement pour consigne d'éliminer « tout guérillero » potentiel afin d'assurer le bon ordre de la zone<sup>19</sup>. Aujourd'hui, pour lui aucun doute, les étudiants étaient des guérilleros. Cette anecdote prouve la permanence de schèmes interprétatifs durables, en partie construits dans les années 1970. D'ailleurs, pour une grande partie des acteurs contestataires, la violence est toujours associée à l'armée et aux caciques locaux, laissant paradoxalement de côté la question du narcotrafic. La juridicisation des cas de disparitions des années 1970 est récente. Elle a fait suite à l'établissement de la commission vérité et les procès réactualisent<sup>20</sup> une réalité vieille de quarante ans, favorisant sans doute des parallèles entre le passé et le présent.

Après une période d'accalmie de la violence dans le Guerrero pendant les années 1980, et surtout sous le mandat de Cervantes Delgado (1981-1987), la situation se dégrade à nouveau à la fin de cette décennie avec une recrudescence de la contestation électorale.

## LA VIOLENCE DES URNES

Les années 1990, période d'ouverture politique à l'échelle nationale et de développement du multipartisme à l'échelle locale<sup>21</sup> marque une nouvelle étape de l'histoire de la violence politique. De nombreux fondateurs locaux du Parti de la révolution démocratique (PRD), parti de gauche fondé en 1989, proviennent de mouvements paysans et d'anciennes organisations victimes de la « guerre sale ». Les anciens membres de l'ACG se constituent même en un courant national officiel du PRD (*los civicos*).

---

<sup>13</sup> L. Castellanos, *Mexico armado 1943-1981*, Mexico, ERA, 2007, pp. 101-165. Il reste dans la sierra de Atoyac de mai 1965 à décembre 1974 quand il est tué.

<sup>14</sup> Cette scène ouvre le roman de Carlos Montemayor sur la guérilla dans le Guerrero : C. Montemayor, *Guerre au paradis*, Paris, Gallimard, 1999.

<sup>15</sup> Cinquante mille hommes auraient été déployés : C. Illiades, T. Santiago, *Estado de guerra. De la guerra sucia a la narcoguerra*, Mexico, ERA, 2014, p. 38.

<sup>16</sup> Chiffres de l'auteur en utilisant la base de données de la FEMOSSP. Un chapitre entier de ce rapport est consacré au Guerrero. En mars 2012, le gouvernement du Guerrero a annoncé la formation d'une commission vérité. Un an après, ses membres étaient accusés d'usage inadéquat des fonds.

<sup>17</sup> S. Aguayo Quezada, *La charola. Una historia de los servicios de inteligencia en México*, Mexico, Grijalbo, 2001, p. 189.

<sup>18</sup> Nom donné à la lutte antiguerilla des années 1970.

<sup>19</sup> Information obtenue auprès d'une connaissance commune.

<sup>20</sup> Par exemple, un arrêt de la Cour interaméricaine des droits de l'homme de 2009 a condamné l'Etat mexicain dans le cadre d'un procès engagé par la veuve d'un dirigeant social, Rosendo Radilla Pacheco, détenu illégalement à un barrage militaire en 1974, transféré dans une caserne puis disparu.

<sup>21</sup> D. Dehouve, V. F. Pellotier, A. Hémond (dir.), *op. cit.*

A partir des élections locales de 1990, la contestation des résultats électoraux par le PRD va devenir récurrente et faire l'objet d'une intense répression. En 1993, Ruben Figueroa Alcocer est élu gouverneur vingt-deux ans après son père. Sous son mandat, certaines zones du Guerrero connaissent une remilitarisation sans précédent au lendemain de la révolte zapatiste au Chiapas (janvier 1994)<sup>22</sup>. L'armée est particulièrement présente dans les anciens bastions de la guérilla<sup>23</sup>. Toute forme d'opposition devient alors suspecte, et en particulier l'Organisation paysanne de la Sierra du Sud (OCSS), dont les dirigeants et les militants sont aussi bien souvent membres du PRD<sup>24</sup> et qui organise une marche de six cent paysans le 18 mai 1994 pour commémorer le meeting sanglant de 1967 qui a marqué l'entrée en clandestinité de Lucio Cabaña. Pour l'armée, la continuité est évidente : « On dit que vous êtes guérilleros<sup>25</sup> », témoigne un paysan. Lutte du présent et du passé s'entremêle encore une fois.

Entre 1989 et 1997, plus de cent cinquante militants du PRD sont tués dans le Guerrero. Arrêtons-nous sur la physionomie de cette violence étudiée dans le cadre d'un travail sur le PRD<sup>26</sup> et qui éclaire une grande partie de la violence qui frappe le Guerrero à cette période et qui culmine avec le massacre d'Aguas Blancas en 1995<sup>27</sup>. D'après la source utilisée<sup>28</sup>, dans presque 40 % des cas, la police de l'Etat en serait l'exécutante ; dans 27 % des cas, il s'agirait des militants du PRI et dans 8 % des cas, des *pistoleros* d'un cacique. Qui sont les commanditaires présumés ? Dans 39 % des cas, le gouverneur de l'Etat et dans 39 % des cas un maire d'une localité. Dans 34 % des cas, l'assassinat est collectif. Dans 7 % des cas, le cadavre retrouvé porte des signes de torture et 3,5 % relèvent d'actes de barbarie. Enfin, dans 35 % des cas, la répression a lieu en dehors de toute activité militante.

La comparaison avec d'autres Etats ayant connu des mobilisations post-électorales à la même période permet d'éclairer la spécificité de la répression politique dans cet Etat fédéré<sup>29</sup>. Elle y est d'abord l'œuvre de la police et le gouverneur apparaît comme le principal commanditaire, suivi par les maires. Cette récurrence historique explique sans doute que les familles des étudiants récemment disparus aient très rapidement incrimé ces acteurs plutôt que les narcotrafiquants, d'autant plus que la lutte contre le narcotrafic fait son apparition dans l'argumentaire des autorités pour justifier la présence militaire dans la Costa Grande dès les années 1990.

Ce schéma de violence structuré autour de deux pôles – d'un côté les acteurs contestataires et de l'autre les autorités priistes à la tête de la police et de l'armée – se brouille dans les années 2000 avec l'avènement du pluralisme politique dans cet Etat et la montée en puissance du narcotrafic tant dans les grands centres urbains que dans les campagnes.

---

<sup>22</sup> M. Gutiérrez, *Violencia en Guerrero*, Mexico, La Jornada Ediciones, 1998, p. 75.

<sup>23</sup> Une amnistie datant de 1977 marque la fin de la lutte armée des années 1970. Dans le Guerrero, le gros des troupes a de toute façon été décimé.

<sup>24</sup> De plus, à l'échelle nationale, malgré une posture officielle peu claire, le PRD apparaît nettement comme un parti pro-zapatiste. Et ce, d'autant plus que la majorité de ses leaders s'affichent en compagnie du sous-commandant Marcos. H. Combes, *op. cit.*, pp. 122-130.

<sup>25</sup> M. Gutiérrez, *op. cit.*, p. 103.

<sup>26</sup> H. Combes, *op. cit.*

<sup>27</sup> Le 28 juin 1995, à Aguas Blancas, une camionnette transportant principalement des militants de l'OCSS se rendant à Coyuca de Benítez est mitraillée par des policiers de l'Etat du Guerrero. Dix-sept paysans sont tués et vingt-quatre autres blessés.

<sup>28</sup> Principalement des rapports sur les droits de l'homme : H. Combes, *op. cit.*, pp. 239-271.

<sup>29</sup> *Ibid.*, pp. 234-256.

## UNE VIOLENCE MULTI-VISAGES : LES ANNÉES 2000

Au cours des années 2000, le Guerrero connaît une situation complexe en matière de violence et de contrôle du territoire par les forces régaliennes. Cet Etat demeure fortement militarisé. Certaines de ses routes sont émaillées de barrages militaires. La police judiciaire, sous les ordres du gouverneur, est historiquement accusée d'être son bras répressif, mais aussi d'être de mèche avec les délinquants, voire de commettre eux-mêmes tout type de forfaits. Dans les communautés rurales et indigènes, la police municipale est quant à elle gérée de manière traditionnelle, selon la règle du travail collectif gratuit, jusque dans les années 1990 : chacun, dans la communauté, doit assurer, à intervalles réguliers, des tâches d'intérêt général (police, enseignement, etc.)<sup>30</sup>.

Dans les années 1990, la police municipale est professionnalisée<sup>31</sup> : elle devient un corps municipal, rémunéré et équipé par le chef-lieu, celui-ci entretenant parfois des relations conflictuelles avec ses hameaux<sup>32</sup> et étant souvent considéré comme à la solde du maire. Les populations locales réagissent en constituant des groupes d'autodéfense locaux appelés « polices communautaires ». Les premières sont établies dès 1992 dans certaines communes de la Montaña sous l'impulsion d'organisations paysannes et indigènes partisans de la théologie de la libération<sup>33</sup>. Dans un premier temps, des « policiers communautaires » – agissant, comme avant la réforme, dans le cadre du travail collectif gratuit relevant des us et coutumes de nombreuses communes du Guerrero – se chargent d'infliger des amendes aux délinquants présumés, le plus souvent sous forme de travaux d'intérêt général (accompagnés généralement d'une peine d'incarcération nocturne). Cependant, ces « policiers » communautaires font rapidement l'objet de menaces tant de la part des justiciables que, d'après certains auteurs, de la part de la police de l'Etat dont les agissements crapuleux se voient ainsi entravés<sup>34</sup>.

Sous des formes variées, ces « polices » essaient sur tout le territoire de l'Etat. En 2013, elles sont présentes dans quarante-six communes sur quatre-vingt. Elles font aussi l'objet de dénonciations pour divers délits (enlèvements, racket, etc.), brouillant encore un peu plus les cartes<sup>35</sup>.

Par ailleurs, l'armée continue d'être accusée de violence. Par exemple, en 2009, une jeune indigène meurt à un barrage de l'armée à Huamuxtílán. Suite à cet épisode, la Cour suprême déclare inconstitutionnel l'article 57 du Code de justice militaire qui empêchait les militaires d'être jugés par des tribunaux ordinaires. Il n'est pas anodin qu'un tel arrêt ait comme origine une affaire dans le Guerrero.

Parallèlement, à partir des années 2000, la police judiciaire et l'armée commencent elles aussi à être victimes du climat d'insécurité et d'assassinats en série : elles deviennent la cible de cartels de plus en plus présents dans la zone et à Acapulco à partir des années 1990<sup>36</sup>. Complices ou opposantes ? Difficile à dire en l'état des sources ; la réponse doit sans doute être apportée au cas par cas et résider dans l'entrelacs des sociétés locales et d'interconnaissance.

Cette violence multiforme aboutit à un constat clair : en 2013, le Guerrero est l'Etat qui comptabilise le plus d'homicides volontaires (2 087 en 2013, soit une augmentation de 158 % en une décennie)

---

<sup>30</sup> D. Dehouve, *La Géopolitique des Indiens du Mexique*, Paris, CNRS Editions, 2003, p. 36.

<sup>31</sup> Pour une analyse et une description de la commune de la Montaña, voir *ibid.*

<sup>32</sup> D. Dehouve a souligné l'importance des conflits municipaux. Précisons que les municipalités dans le Guerrero correspondraient plus à l'échelon administratif du canton en France.

<sup>33</sup> I. Morales Almaguer, « La policía comunitaria de la región costa montaña : un proyecto de autonomía indígena », in B. Canabal Cristiani, J. J. Flores Félix (dir.), *Montañeros. Actores sociales en la Montaña del estado de Guerrero*, Mexico, UAM, 2004, p. 263.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 269.

<sup>35</sup> Certains leaders font l'objet de poursuites comme Nestora Salgado García, commandante de Olinala, actuellement emprisonnée dans une prison de haute sécurité pour enlèvements, faits qu'elle récuse.

<sup>36</sup> Pour une analyse très factuelle des rapports de forces, voir le développement « Guerrero », in L. Astorga, *Seguridad, traficantes y militares*, Mexico, Tusquets, 2007, pp. 210-231.

et arrive au deuxième rang des Etats enregistrant le plus d'enlèvements<sup>37</sup>. Dans le Guerrero, comme au Michoacán, « la violence est devenue une partie intégrante de la production de l'ordre social et s'est transformée en une structure signifiante du comportement quotidien<sup>38</sup> ».

La disparition des étudiants d'Ayotzinapa s'inscrit donc dans une longue litanie de disparus et de militants assassinés. D'ailleurs, en cherchant les corps des étudiants, de nombreuses fosses communes ont été découvertes par les familles et les organisations des droits de l'homme. Cette affaire a fait éclater au grand jour l'horreur de la banalité de la mort dans le Guerrero. Pourquoi a-t-elle rencontré un tel écho national et international alors que bien souvent, même les assassinats de masse dans cet Etat laissent l'opinion publique nationale dans une indifférence relative ? Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. L'ampleur de la disparition d'abord : quarante-trois disparus et six morts ; le suivi en temps réel qui a généré des effets de « choc moral » pour reprendre la notion de Jasper<sup>39</sup> ; la concomitance avec un mouvement étudiant à Mexico et un mouvement de *maestros* dans plusieurs Etats<sup>40</sup> ; une très forte structuration des organisations étudiantes des écoles normales rurales<sup>41</sup> qui nationalise la question ; l'existence d'une contestation déjà organisée contre le président de la République, Peña Nieto (PRI), qui recode la disparition en termes de crime d'Etat, insérant la question dans l'agenda national et étayant l'appel à sa démission ; la crise du PRD accélérée par l'implication supposée du maire (PRD) d'Iguala dans cette disparition et la rivalité avec le Mouvement de régénération nationale (Morena), une nouvelle force politique née d'une scission du PRD ; ou encore la présence de plus en plus forte au sein des universités américaines et européennes d'une diaspora mexicaine<sup>42</sup>, issue des classes moyennes fuyant l'insécurité, qui contribue à diffuser l'information au niveau international.

---

<sup>37</sup> C. Illiades, T. Santiago, *op. cit.*

<sup>38</sup> S. Maldonado, E. Jazioro, « Violence d'Etat et ordre criminel. Les coûts de la guerre perdue du Michoacán, Mexique », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 89, 2014, p. 124

<sup>39</sup> J. Jasper, *The Art of Moral Protest*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

<sup>40</sup> Les étudiants du Politécnico nacional sont mobilisés depuis plusieurs semaines contre la réforme de leur plan d'études. Ils se solidarisent immédiatement avec les étudiants d'Ayotzinapan, tout comme les instituteurs qui sont mobilisés dans plusieurs Etats contre une réforme de leur évaluation.

<sup>41</sup> Précisons d'ailleurs que l'ensemble des étudiants des écoles normales devaient se réunir à Ayotzinapa pour se rendre ensemble à la manifestation du 2 octobre. Les étudiants d'Ayotzinapa avaient donc comme objectif de détourner quinze autobus afin de pouvoir transporter tous les étudiants. Grupo interdisciplinario, *op. cit.*, p.21.

<sup>42</sup> C. Tiagau, *Riesgos de la fuga de cerebros en México*, Mexico, UNAM, 2014.